

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 14 août 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 organisant l'Institut Géographique Militaire", a donné le 26 août 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 14e augustus 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 tot inrichting van het Militair Geografisch Instituut", heeft de 26e augustus 1963 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet tend à remplacer par des dispositions nouvelles l'article 6 de l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 organisant l'Institut géographique militaire. Cet article fixe les règles relatives au recrutement et à l'avancement des membres du personnel scientifique de l'Institut.

Il incombe au Roi de prendre des dispositions particulières pour les membres dudit personnel. Celui-ci est, en effet, soustrait à l'application du statut des agents de l'Etat du 2 octobre 1937 par l'effet de l'article 2 de ce statut.

L'article 66, alinéa 2, de la Constitution peut être considéré comme le fondement des dispositions qui règlent le statut du personnel civil de l'Institut géographique militaire. Etant donné qu'en raison de la nature même des choses, les articles du projet touchent nécessairement aussi à l'organisation de l'Institut géographique militaire en son ensemble, il convient de viser au préambule, outre l'article 66, alinéa 2, l'article 68 de la Constitution.

II. Les dispositions du projet relatives au recrutement des géographes adjoints n'énoncent aucune autre condition que celles du diplôme et de la limite d'âge. Elles ne font aucunement mention des autres conditions ordinairement imposées (1). Or, ces dernières conditions sont, dans la

.../...

(1) Voir, par exemple, l'article 16 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat et les articles 18 et 19 de l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

pensée du Gouvernement, également exigées des candidats aux fonctions de géographe adjoint à l'Institut géographique militaire. C'est ce qui résulte des renseignements donnés par le fonctionnaire compétent.

Aucune disposition réglementaire n'est requise pour prescrire la condition de la nationalité belge qui est imposée par l'article 6 de la Constitution. Pour ce qui est des aptitudes physiques, l'arrêté royal du 30 mars 1939 déterminant les aptitudes physiques des candidats aux emplois publics et en réglant la vérification est, en raison des termes très larges de l'article 1er, applicable au personnel scientifique de l'Institut géographique militaire.

Quant aux autres conditions générales, telles la conduite irréprochable et l'obligation d'avoir satisfait aux lois sur la milice, on peut soutenir qu'elles s'imposent même sans texte. Mais en ce qui concerne la jouissance des droits civils, la controverse reste permise. Pour prévenir toute difficulté, il se recommande d'énoncer les conditions indiquées dans l'arrêté royal organique de l'Institut, et de compléter le projet à cette fin.

III. Selon le texte du Gouvernement, l'article 6, alinéa 6 nouveau, relève en faveur des candidats bénéficiant d'une priorité légale, la limite d'âge jusqu'à 45 ans. Ce dernier chiffre est repris à l'arrêté royal du 17 septembre 1934 fixant la limite d'âge d'admission des anciens combattants aux emplois sédentaires des administrations de l'Etat. Mais la limite d'âge étant fixée par le projet à 35 ans pour l'ensemble des candidats, la disposition a pour effet d'accorder un relèvement de la limite d'âge de 10 ans.

Or, l'article 8, alinéa 2, de la loi des 3 août 1919-27 mai 1947 accorde seulement un relèvement de la limite d'âge de cinq ans et au profit exclusif des candidats inscrits sur les listes de priorité 1/1°, 2, 3 et 4. Selon la jurisprudence, le législateur a entendu régler les modalités de l'exercice des droits de priorité par les anciens combattants, résistants et ayants droit en vue de leur admission aux emplois publics; il n'appartient pas aux autorités investies du pouvoir réglementaire de compléter les règles établies par le législateur en étendant les avantages légalement prévus (Arrêt du Conseil d'Etat du 18 mars 1958, n° 6147, "Recueil des arrêts et avis du Conseil d'Etat", page 241). La disposition énoncée à l'article 6, alinéa 6 nouveau, n'est donc pas conforme à la loi sur les priorités en tant qu'elle porte de cinq à dix ans le relèvement de la limite d'âge accordé par la loi. Cette disposition devrait, par conséquent, être omise.

IV. La présentation des dispositions assez nombreuses qui sont contenues dans l'article 6 serait plus claire si ces dispositions étaient réparties entre plusieurs articles distincts. Le Conseil d'Etat propose un texte selon lequel l'article 6 se borne à déterminer la composition du personnel scientifique; l'article 6bis règle le recrutement des géographes adjoints, et l'article 6ter l'avancement aux grades de géographe et de géographe en chef-directeur.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.Préambule.

La mention de l'avis du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique pourrait être omise. En effet, cet avis n'est imposé par aucune disposition légale ou réglementaire.

Article 1er du projet (article 6 nouveau de l'arrêté organique).

Article 6, alinéa 2.

I. Il est superflu d'énoncer que les emplois de géographe adjoint sont conférés par le Roi "sur proposition du Ministre de la Défense nationale". Cette attribution de compétence au Ministre de la Défense nationale résulte à suffisance de l'article 3 du projet, qui charge ce Ministre de l'exécution de l'arrêté.

II. La loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques a été coordonnée avec d'autres lois relatives à la même matière par un arrêté du Régent du 31 mai 1949. Si une référence à la loi devait être faite, il faudrait mentionner cette coordination. Mais il suffit d'énoncer que les candidats doivent être porteurs du diplôme légal d'un des grades académiques énumérés : le renvoi à la législation applicable n'est pas nécessaire.

.../...

Article 6, alinéa 7.

La disposition est rédigée en des termes moins larges que l'article 16bis inséré par l'arrêté royal du 7 juin 1960 dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat. Le texte ne correspond pas entièrement aux intentions du Gouvernement. En effet, selon les renseignements donnés par le fonctionnaire compétent, le Gouvernement entend rendre ledit article 16bis en son entier applicable au recrutement des géographes adjoints.

Article 6, alinéas 8 et 9.

Pour le motif indiqué plus haut, la mention de la proposition du Ministre de la Défense nationale est superflue.

Article 2 du projet.

Une rétroactivité jusqu'à la date du 1er mai 1963 est dépourvue de toute utilité. Une rétroactivité plus limitée est de nature à soulever des difficultés d'ordre juridique en raison surtout des dispositions du projet qui modifient les conditions d'admission au concours. Il y a donc lieu de supprimer la rétroactivité, et de prévoir que le projet entrera en vigueur le jour de sa publication au Moniteur.

+

+ +

.../...

Le projet appelle également quelques amendements de forme qui n'exigent aucun commentaire.

En conséquence des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 5 MARS 1947
ORGANISANT L'INSTITUT GEOGRAPHIQUE MILITAIRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66, alinéa 2, et 68 de la
Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 organisant
l'Institut géographique militaire, modifié par l'arrêté
royal du 23 mai 1962, notamment l'article 6, modifié par
l'arrêté du Régent du 20 avril 1950 et l'arrêté royal du
31 janvier 1952;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la
Défense nationale

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

L'article 6 de l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 organisant l'Institut géographique militaire, modifié par l'arrêté royal du 23 mai 1962, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 6 (article 6, alinéa 1er, selon le projet).

Le personnel scientifique de l'Institut géographique militaire comprend des géographes adjoints, des géographes et des géographes en chef-directeurs.

Article 6bis (article 6, alinéas 2 à 7, selon le projet).

Les géographes adjoints sont nommés par le Roi. Ils sont recrutés par la voie d'un concours précédé d'un appel public aux candidats inséré au Moniteur belge.

Sont admis à participer au concours :

- a) les porteurs d'un diplôme légal d'un des grades académiques d'ingénieur civil, de docteur ou de licencié en sciences mathématiques, géographiques ou physiques;
- b) les officiers issus de l'Ecole d'application de l'artillerie et du génie, ou de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire.

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes : (voir les observations générales II et III).

Dispense de la condition relative à la limite d'âge est accordée aux candidats qui peuvent prétendre au bénéfice de l'application de l'article 16bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 7 juin 1960.

.../...

Le programme de l'épreuve est fixé par le Ministre de la Défense nationale, sur proposition du directeur général de l'Institut géographique militaire.

Le jury est présidé par le directeur général de l'Institut géographique militaire. Il comprend six autres membres désignés par le Ministre de la Défense nationale; deux sont choisis parmi les professeurs de l'Ecole royale militaire, deux parmi les professeurs d'université, deux parmi les géographes en chef-directeurs ou les géographes de l'Institut géographique militaire.

Article 6ter (article 6, alinéas 8 et 9, selon le projet).

Les géographes et les géographes en chef-directeurs sont nommés par le Roi sur avis du directeur général de l'Institut géographique militaire.

Les géographes sont choisis parmi les géographes adjoints âgés d'au moins 35 ans.

Les géographes en chef-directeurs sont choisis parmi les géographes âgés d'au moins 40 ans".

Article 2.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 3.-

... (texte du Gouvernement) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp bedoelt artikel 6 van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 tot inrichting van het Militair Geografisch Instituut door nieuwe bepalingen te vervangen. Dat artikel regelt de aanwerving en bevordering van het wetenschappelijk personeel van het Instituut.

Het is inderdaad zaak van de Koning, bijzondere bepalingen vast te stellen voor dat personeel, waarop het statuut van het Rijkspersoneel van 2 oktober 1937, krachtens zijn artikel 2, geen toepassing vindt.

Artikel 66, tweede lid, van de Grondwet kan worden geacht tot rechtsgrond te strekken voor de bepalingen die het statuut van het burgerpersoneel van het Militair Geografisch Instituut regelen. Maar de artikelen van het ontwerp zijn van die aard, dat ze mede de organisatie van dat Instituut in zijn geheel betreffen. Daarom behoort in de aanhef niet alleen naar artikel 66, tweede lid, maar ook naar artikel 68 van de Grondwet te worden verwezen.

II. De eisen die het ontwerp voor de aanwerving van adjunct-geografen stelt, betreffen alleen het diploma en de leeftijd. De overige eisen die gewoonlijk worden gesteld (1), blijven onvermeld. Nochtans moet ook

.../...

(1) Zie bijvoorbeeld artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel en de artikelen 18 en 19 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

daaraan worden voldaan, volgens de opvatting van de Regering zoals de bevoegde ambtenaar die heeft toegelicht.

Voor het stellen van de nationaliteitsvoorwaarde, die voorgeschreven wordt door artikel 6 van de Grondwet, is geen verordeningsbepaling nodig. Wat de lichamelijke geschiktheid betreft, is het koninklijk besluit van 30 maart 1939 tot bepaling en controle van de lichamelijke voorwaarden welke van de kandidaten voor openbare betrekkingen vereist worden, in zijn artikel 1 zo ruim geredigeerd, dat het ook op het wetenschappelijk personeel van het Militair Geografisch Instituut toepassing vindt.

Van de overige algemene voorwaarden, zoals het onberispelijk gedrag en de verplichting aan de dienstplichtwetten te hebben voldaan, kan worden betoogd dat zij vervuld moeten zijn zelfs al zijn zij niet uitdrukkelijk vermeld. Inzake het genot van de burgerlijke rechten blijft echter betwisting mogelijk. Om iedere moeilijkheid te voorkomen, vermeldde men al die voorwaarden in het koninklijk besluit tot inrichting van het Instituut, dus in het ontwerp.

III. Volgens de tekst van de Regering brengt het nieuwe artikel 6, zesde lid, de leeftijdsgrens op 45 jaar voor gegadigden met wettelijke voorrang. Dat cijfer is overgenomen uit het koninklijk besluit van 17 september 1934 tot vaststelling van de grensleeftijd voor toelating van de oudstrijders tot de sedentaire betrekkingen in de Staatsbesturen. Er komen dus tien jaar bij de grensleeftijd, die het ontwerp voor de overige gegadigden immers op 35 jaar vaststelt.

Artikel 8, tweede lid, van de wet van 3 augustus 1919-27 mei 1947 kent echter alleen een verhoging van de leeftijdsgrens met vijf jaar, en dan uitsluitend voor gegadigden die ingeschreven zijn op de voorrangslijsten 1/1°, 2, 3 en 4. Volgens de rechtspraak is de bedoeling van de wetgever geweest, de wijze te regelen waarop oudstrijders, weerstanders en rechthebbenden bij het begeven van overheidsbetrekkingen prioriteitsrechten kunnen uitoefenen; het staat niet aan de verordenende overheid, de door de wetgever vastgestelde regeling aan te vullen door uitbreiding van de wettelijk toegekende voorrechten (Arrest van de Raad van State van 18 maart 1958, nr 6147, "Verzameling der arresten en adviezen van de Raad van State", blz. 253). De bepaling van het nieuwe artikel 6, zesde lid, is dus niet in overeenstemming met de prioriteitswet voor zover zij de door de wet toegestane verhoging van de leeftijdsgrens van vijf op tien jaar brengt. Zij zou moeten vervallen.

IV. De vrij talrijke voorzieningen van artikel 6 zouden overzichtelijker worden als zij over verscheidene artikelen werden gespreid. De Raad van State stelt een tekst voor, waarin artikel 6 alleen de samenstelling van het wetenschappelijk personeel opgeeft; artikel 6bis regelt de aanwerving van de adjunct-geografen, artikel 6ter de bevordering tot geograaf en tot hoofdgeograaf-directeur.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Aanhef.

Het advies van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, dat door geen wets- of verordeningsebepaling voorgeschreven wordt, hoeft niet te worden vermeld.

Artikel 1 van het ontwerp (nieuw artikel 6 van het organiek besluit).

Artikel 6, tweede lid.

I. Het is overbodig te zeggen, dat de Koning de betrekkingen van adjunct-geograaf begeeft "op de voordracht van de Minister van Landsverdediging". Deze toekenning van bevoegdheid aan de Minister van Landsverdediging blijkt voldoende uit artikel 3 van het ontwerp, dat hem met de uitvoering van het besluit belast.

II. De wet van 21 mei 1929 op de toekenning van de academische graden is met andere desbetreffende wetten gecoördineerd door een besluit van de Regent van 31 mei 1949. Als het nodig was naar de wet te verwijzen, zou die coördinatie moeten worden vermeld. Maar het is voldoende te zeggen, dat de gegadigden in het bezit moeten zijn van het wettelijk diploma van een der genoemde academische graden; verwijzing naar de toepasselijke wetgeving is onnodig.

Artikel 6, zevende lid.

De bepaling is in minder ruime bewoordingen gesteld dan artikel 16bis, dat door het koninklijk besluit van 7 juni 1960 is ingevoegd in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel. De tekst beantwoordt niet geheel aan de bedoeling van de Regering die, naar de bevoegde ambtenaar heeft verklaard, dat artikel 16bis immers geheel toepasselijk wil maken op de aanwerving van adjunct-geografen.

Artikel 6, achtste en negende lid.

Om de reeds opgegeven reden is vermelding van de voordracht van de Minister van Landsverdediging overbodig.

Artikel 2 van het ontwerp.

Terugwerking tot 1 mei 1963 heeft hoegenaamd geen nut. Tegen een beperkter terugwerking kunnen juridische bezwaren rijzen, vooral wegens de bepalingen van het ontwerp die de voorwaarden voor toelating tot het vergelijkend examen wijzigen. In plaats dus van het ontwerp te doen terugwerken, stelle men het in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

+
+ +

.../...

Ook naar de vorm moet het ontwerp enige wijzigingen ondergaan; deze behoeven geen commentaar.

Met inachtneming van het hiervoren opgemerkte stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE
REGENT VAN 5 MAART 1947 TOT INRICHTING VAN HET MILITAIR
GEOGRAFISCH INSTITUUT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 66, tweede lid, en 68 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Regent van 5 maart 1947 tot inrichting van het Militair Geografisch Instituut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 mei 1962, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 april 1950 en het koninklijk besluit van 31 januari 1952;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEEBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 6 van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 tot inrichting van het Militair Geografisch Instituut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 mei 1962, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 6_ (artikel 6, eerste lid, in het ontwerp).

Het wetenschappelijk personeel van het Militair Geografisch Instituut bestaat uit adjunct-geografen, geografen en hoofdgeografen-directeurs.

Artikel 6bis_ (artikel 6, tweede tot zevende lid, in het ontwerp).

Adjunct-geografen worden door de Koning benoemd. Zij worden aangeworven bij vergelijkend examen, nadat in het Belgisch Staatsblad een openbare oproep tot gegadigden is gedaan.

Aan het vergelijkend examen mogen deelnemen :

- a) houders van een wettelijk diploma van de academische graad van burgerlijk ingenieur of van doctor of licentiaat in de wiskundige, aardrijkskundige of natuurkundige wetenschappen;
- b) officieren die uit de Applicatieschool voor artillerie of genie of uit de polytechnische sectie van de Koninklijke Militaire School komen.

De gegadigden moeten aan de volgende voorwaarden voldoen : (zie de algemene opmerkingen II en III).

Van de leeftijdseis worden vrijgesteld de gegadigden die aanspraak kunnen maken op toepassing van artikel 16bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juni 1960.

Het examenprogramma wordt door de Minister van Landsverdediging vastgesteld op de voordracht van de directeur-generaal van het Militair Geografisch Instituut.

De examencommissie wordt voorgezeten door de directeur-generaal van het Militair Geografisch Instituut. Zij telt zes andere leden, aangewezen door de Minister van Landsverdediging; twee ervan worden gekozen uit de leraars van de Koninklijke Militaire School, twee uit de universiteitsprofessoren, twee uit de hoofdgeograf directeurs of de geografen van het Militair Geografisch Instituut.

Artikel 6ter (artikel 6, achtste en negende lid, in het ontwerp).

Geografen en hoofdgeografen-directeurs worden door de Koning benoemd op advies van de directeur-generaal van het Militair Geografisch Instituut.

De geografen worden gekozen uit de adjunct-geografen die ten minste 35 jaar oud zijn.

De hoofdgeografen-directeurs worden gekozen uit de geografen die ten minste 40 jaar oud zijn.

Artikel 2.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 3.-

... (tekst van de Regering) ...

Gegeven te , de

VAN KONINGSTEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUTENS,
de Heren :

M. SOMERHAUSEN,
G. HOLOYE,

F. DUCHENE,

G. VAN HECKE,

G. DE LEUZE,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUTENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUTENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) J. SUTENS.